

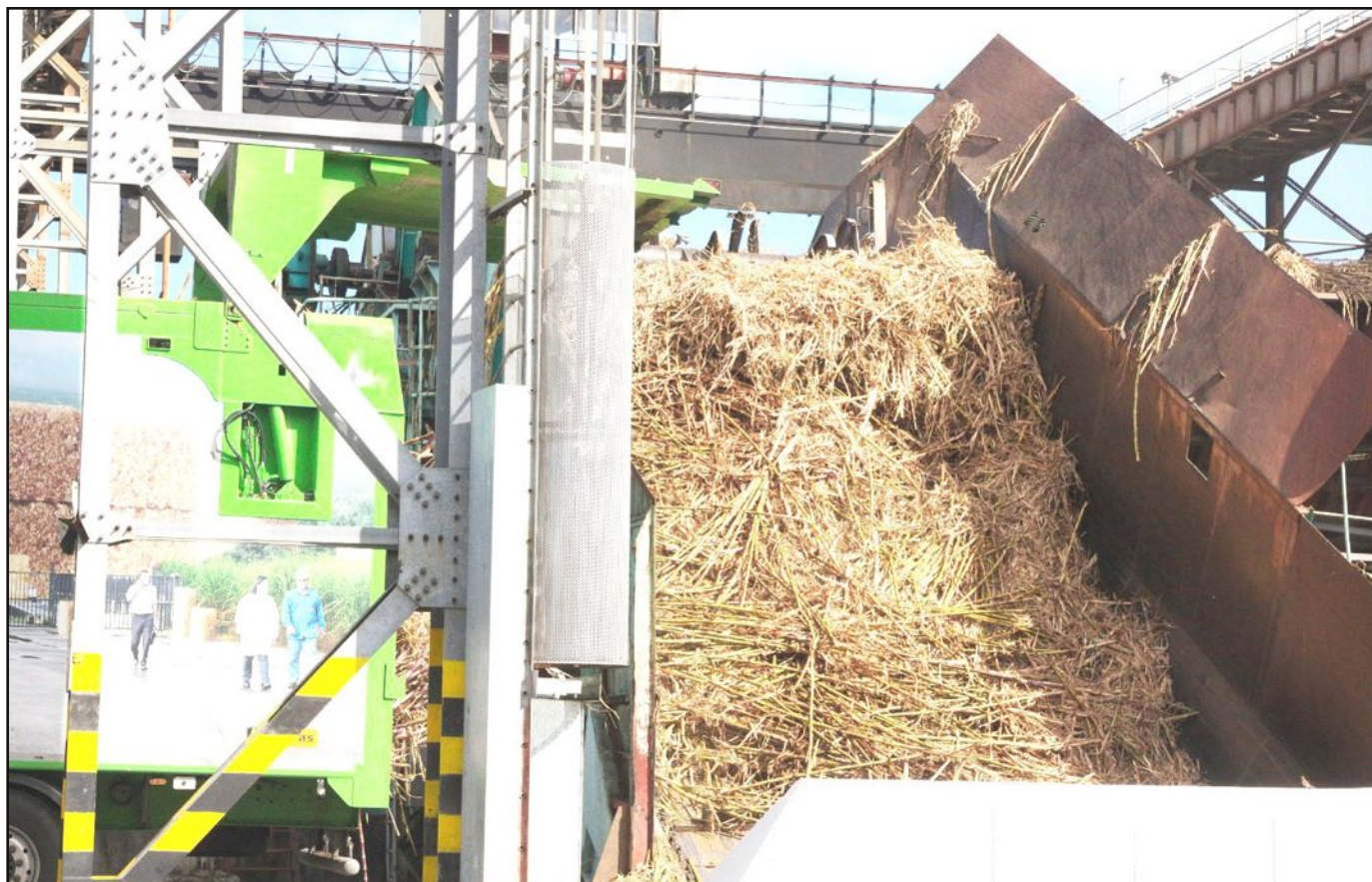
# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18304 - 71ÈME ANNÉE

**Le Parti communiste réunionnais et le second tour des élections régionales à La Réunion, position du Conseil politique du PCR**

## Pas de chèque en blanc



La menace se précise sur la filière canne-sucre, mais les deux têtes de liste aux élections régionales refusent d'en parler avant les élections, alors qu'elles devront prendre position au Parlement.

**Le PCR appelle à ne pas donner un chèque en blanc aux candidats aux élections régionales. Tous sont des parlementaires et ils refusent de parler avant les élections des problèmes sur lesquels ils prendront position. « Leur point d'accord, c'est la nouvelle route du littoral. Tous les deux sont pour le projet actuel ruineux et dangereux pour l'environnement. D'ailleurs, ils ne disent pas un mot sur les changements climatiques et leurs conséquences ». « Allez-vous choisir entre les deux qui n'apportent aucune réponse à ces questions fondamentales ? Allez-vous leur signer un chèque en blanc dimanche 13 décembre quand c'est vous qui en paierez les conséquences. », souligne le PCR.**



*Communiqué de presse*

**2e tour des régionales**

## **Pas de chèque en blanc**

*Réuni le 9 décembre, le Conseil politique du PCR a pris la position suivante.*

Dimanche, c'est le second tour des élections régionales. Vous allez engager votre sort et celui de vos enfants.

**Le Conseil régional est élu pour 6 ans. Voici ce qui va se passer pendant les 6 ans à venir.**

### **Début de l'an prochain : changement de statut**

Le gouvernement va présenter un projet de loi sur l'égalité réelle. Le changement de statut de La Réunion est à l'ordre du jour. C'est la loi la plus importante depuis que La Réunion est un Département.

### **Dans 18 mois : la ruine pour les planteurs**

2017, c'est la fin du quota sucrier et du prix garanti du sucre. C'est la fin de la filière canne-sucre qui s'annonce : 18.000 emplois menacés (planteurs, ouvriers, transporteurs, dockers...), et une population de 100 000 personnes touchées.

### **Dans deux ans : moins d'argent pour les logements**

En 2017, c'est la remise en cause du dispositif actuel de défiscalisation. C'est une des principales source de financement des logements sociaux. C'est aussi un soutien à l'industrie.

### **En 2020 : la ruine de notre production et de nos emplois**

Dans cinq ans, c'est la fin de l'octroi de mer. La dernière barrière de protection de nos productions s'effondrera. C'est la conséquence de la mondialisation. Les accords commerciaux entre les pays voisins et l'Union européenne organisent la concurrence générale partout. La destruction des choux de la Plaine des Cafres est un signal.

### **Pendant toute cette période, la misère va donc s'aggraver**

Les deux listes du second tour sont conduites par des parlementaires.

**Une est députée, l'autre est sénateur. Ils sont au courant de tous ces problèmes**, ils vont prendre position sur toutes ces questions. **Ils refusent d'en parler avant l'élection.** Pas un mot sur le changement de statut, la filière canne-sucre, la défiscalisation, la ruine de l'industrie et des agriculteurs.

**Leur point d'accord, c'est la nouvelle route du littoral. Tous les deux sont pour le projet actuel ruineux et dangereux pour l'environnement. D'ailleurs, ils ne disent pas un mot sur les changements climatiques et leurs conséquences.**

**Allez-vous choisir entre les deux qui n'apportent aucune réponse à ces questions fondamentales ? Allez-vous leur signer un chèque en blanc dimanche 13 décembre quand c'est vous qui en paierez les conséquences.**

*Le Port, le 9 décembre 2015*

## Édito

# Ils savent et ne disent rien

**D**eux listes sont candidates au second tour des élections régionales. Elles ont un point commun, elles sont conduites par des parlementaires. Huguette Bello est députée, Didier Robert est sénateur. Ces élus sont donc ceux qui votent les lois. Ils sont donc informés des textes déjà votés et des projets à venir.

Mais les deux prétendants à la place de président de Région ont une autre similitude très inquiétante : ils refusent de dire ce qu'ils savent à la population. L'exemple du logement est révélateur.

Huguette Bello et Didier Robert promettent des dizaines de milliers de logements au cours des six prochaines années. Lors d'un meeting à Saint-Denis avant le premier tour, Huguette Bello a même déclaré : « nous construirons 30.000 logements sociaux ». Les parlementaires connaissent la loi. Ils savent donc que la Région Réunion n'est pas un bailleur social. Tous les locataires qui reçoivent leur quittance tous les mois voient figurer les coordonnées de la SIDR, de la SHLMR, de la SEDRE ou d'autre société, mais pas de la Région Réunion.

Ceci étant dit, à raison de 200.000 euros par logement, la construction de 30.000 re

présente 6 milliards d'euros, soit 1 milliard d'euros par an. Compte-tenu du budget de la Région, proche d'un milliard, cela voudrait dire un doublement des recettes nécessaires à la réalisation de cette ambition. Qui paiera ? Là aussi, pas un mot des deux candidats.

Enfin, Huguette Bello et Didier Robert savent que les budgets d'austérité se succèdent. Une conséquence, c'est la remise en cause de la défiscalisation. Elle contribue au financement des logements sociaux. Ce sera donc moins d'argent pour construire. Les candidats ne disent rien là-dessus, et font des promesses qu'ils savent intenable.

Ils savent et ne disent rien, comment leur faire confiance pour diriger la Région Réunion ?

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re



## Fin des quotas et accords entre l'Union européenne et les pays producteurs de sucre de canne

# Délégation outre-mer du Sénat : « la filière canne en grave danger »

« Sucre des RUP en danger ! », c'est le titre d'un communiqué de la Délégation à l'outre-mer du Sénat, une instance de 42 parlementaires issus de tous les groupes politiques de cette assemblée. La Réunion étant une RUP, cela confirme une nouvelle fois que la filière canne-sucre est menacée de disparition. Cette fois, le message vient d'une commission où siège une des deux têtes de listes du second tour des régionales. Voici son communiqué, avec des inter-titres de Témoignages.



Le Sénat se mobilise face à la menace directe qui pèse sur la filière canne à La Réunion. Pas un mot de Huguette Bello et de Didier Robert sur cela.

La Délégation sénatoriale à l'outre-mer s'est réunie le 10 décembre pour examiner la proposition de résolution européenne présentée par Mme Gisèle Jourda (Socialiste et Républicain - Aude) et M. Michel Magras (Les Républicains - Saint-Barthélemy) tendant à corriger la politique commerciale européenne afin de sauvegarder la filière de la canne à sucre des régions ultrapériphériques (RUP).

### Secteur vital pour La Réunion

Alertés par les professionnels du sucre de La Réunion de la tournure prise par les négociations de l'accord de libre-échange avec le Vietnam, la Délégation sonne l'alarme

contre la menace de plus en plus pressante que fait peser la politique commerciale européenne sur la filière canne. Ce secteur économique, qui représente quelque 40 000 emplois directs et indirects, est vital pour la Guadeloupe, la Martinique et La Réunion, territoires frappés par des taux de chômage record. Or, différentiels de compétitivité avec les pays à bas coûts et à faibles exigences sanitaires et environnementales, fin des quotas sucriers en 2017 et accumulation des accords commerciaux ouvrant sans limite le marché européen mettent la filière canne en grave danger.

### Négociations avec le Brésil à venir

En particulier, le segment des

sucres roux non destinés au raffinage, dits « sucres spéciaux », constitue un marché de niche haut de gamme, stratégique pour les régions ultrapériphériques (RUP). Grâce à ses départements d'outre-mer, la France est le seul producteur de sucres spéciaux en Europe, à hauteur d'environ 120 000 tonnes par an, mais la survie de la filière dépend du maintien de protections douanières adéquates. Alors que se profilent des négociations avec le Brésil, le Mexique, les États-Unis, la Thaïlande et les Philippines, tous gros producteurs de sucre de canne, il est désormais impératif de prendre en compte leurs potentielles répercussions catastrophiques sur les économies ultramarines. Les sucres spéciaux doivent être explicitement exclus de l'ouverture du marché européen.

### L'Europe interpellée

La proposition de résolution européenne élaborée par la Délégation sénatoriale appelle, d'une part, la Commission européenne à mettre en cohérence sa politique commerciale avec les politiques agricole et régionale de l'Union européenne et, d'autre part, le Gouvernement à exercer une vigilance accrue sur le déroulement des négociations. Les RUP qui dans la Caraïbe, en Amérique du Sud et dans l'océan Indien portent les valeurs de l'Union européenne en matière de droit du travail et de respect de l'environnement, ne peuvent plus être traitées comme une variable d'ajustement sacrifiée sur l'autel du libre-échange.

## Coup de tonnerre à 18 mois de la fin des quotas : le Gol et Bois-Rouge ne sont plus en Bourse

# Tereos retire sa filiale canne à sucre de la Bourse de Sao Paulo

L'annonce du retrait de Tereos Internacional de la Bourse de Sao Paulo au Brésil fait réfléchir. Les deux dernières usines sucrières de La Réunion font partie de cette filiale de Tereos qui vient de perdre 90 % de sa valeur à cause de la baisse du prix du sucre sur le marché mondial et au Brésil.



Usine de Bois-Rouge. Elle fait partie de Tereos Internacional, société retirée de la Bourse de Sao Paulo après avoir vu son cours chuter de 90%.

**L**ors de la vente du groupe Quartier français à Tereos, co-opérative de planteurs de betteraves, la totalité des usines réunionnaises a été intégrée dans une filiale, Tereos Océan Indien, elle-même faisant partie de Tereos Internacional. Cette société regroupe notamment toutes les usines produisant du sucre de canne, à La Réunion mais aussi au Brésil. En 2010, Tereos Internacional a fait son entrée en Bourse, à Sao Paulo au Brésil. À l'époque, cette annonce était saluée comme une réussite, 5 ans plus tard, tout a changé.

### Crise du sucre et de l'éthanol

Le 4 décembre dernier, Tereos a choisi de retirer sa filiale Tereos Internacional de la Bourse de Sao Paulo au Brésil. Tereos détient près de 70 % de sa filiale, et propose 65 reais par action aux autres détenteurs de titre. La veille, l'action valait 22,60 reais.

Tereos Internacional « représente ses actifs liés à la transformation de la canne à sucre, des céréales, des pommes de terre et du manioc, dont sa participation majoritaire dans Guarani, une coentreprise avec le groupe pétrolier public brésilien Petrobras », indique Reuters. « Tereos Internacional a subi une double crise du sucre et de l'éthanol au Brésil, sous l'effet de niveaux de prix très bas pour le sucre et de contrôles des prix sur le marché des carburants (...) Tereos a aussi vu ses profits affectés par la baisse

des prix du sucre et de l'éthanol. ».

### Hausse de la production en Europe

Résultat, la capitalisation boursière de la société a chuté de 90 % depuis un plus haut en 2010, selon des données de Thomson Reuters Datastream.

Officiellement, la décision vise à simplifier la structure juridique du groupe.

Tereos s'est donné pour objectif d'augmenter de 20 % sa production de sucre en Europe dans la perspective de la suppression des quotas européens en 2017.



## Comment nourrir 7 milliards de personnes tous les jours ?

# COP 21 : le climat et l'alimentation

**La sécurité alimentaire mondiale ne dépend pas seulement de la quantité de nourriture produite. Pour l'atteindre, il faut considérer la situation dans son ensemble et surtout la façon dont les besoins en eau et en énergie sous-tendent la production.**

**L**e changement climatique met tout cela en péril. La variabilité des précipitations affecte directement la production, mais aussi la génération d'énergie (hydroélectrique, tout particulièrement), essentielle non seulement pour faire pousser les denrées alimentaires, mais aussi pour les stocker, les transformer et les transporter.

Les régions tropicales sont les plus gravement touchées. « Non seulement les zones les plus proches de l'équateur sont plus exposées aux phénomènes météorologiques extrêmes tels que les inondations ou les sécheresses, mais les petits agriculteurs manquent souvent de ressources pour s'adapter aux changements climatiques locaux », a dit à IRIN Frank Rijsberman, directeur du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI).

Auparavant, des phénomènes météorologiques extrêmes se produisaient une fois par siècle. Aujourd'hui, ils peuvent se produire à intervalles de quelques dizaines d'années seulement. Les phénomènes climatiques saisonniers changent également, modifiant les habitats de manière souvent irréversible.

La production de café en est un exemple. Au Nicaragua, la hausse des températures et l'irrégularité des précipitations obligent les producteurs à déplacer leurs plantations vers les hauteurs. Et les perspectives à plus long terme sont inquiétantes. Des études indiquent que le changement climatique fera baisser la production de café, augmentera les risques liés aux nuisibles et aux maladies et conduira à une chute généralisée de la qualité des cultures.

### Que peut-on faire ?

Selon M. Rijsberman, une solution serait de développer des souches résistant à des conditions plus difficiles, telles que le « scuba rice », qui peut survivre jusqu'à deux semaines sous l'eau, le maïs capable

de supporter la sécheresse et le nouveau « super haricot », riche en fer, mis au point pour lutter contre la malnutrition.

« Nous devons abandonner l'idée selon laquelle nourrir la planète signifierait simplement donner assez à manger à la population », a dit M. Rijsberman. « Il faut aussi que ce soit une nourriture adaptée pour un régime alimentaire sain. Actuellement, deux milliards de personnes dans le monde manquent des nutriments essentiels et les souches améliorées permettent d'y remédier. »

Nous devons également examiner sérieusement la question de la production d'énergie. L'agriculture intensive moderne utilise de grandes quantités d'énergies fossiles. L'irrigation consomme énormément d'énergie, tout comme la production d'engrais chimiques, qui doivent en outre être constamment réappliqués, car ils appauvrissent les sols. Chaque année, 30 pour cent de la nourriture produite dans le monde est perdue à cause de problèmes de manipulation et de stockage. C'est non seulement un gaspillage scandaleux, mais aussi une énorme perte d'énergie.

### Pertes d'énergie

Les sécheresses dues au changement climatique vont avoir un impact majeur sur la capacité hydroélectrique des pays en voie de développement.

Aujourd'hui, l'un des pays les plus gravement touchés est la Zambie, qui a dû rationner la fourniture d'énergie aux citoyens et aux industries après plusieurs mois de pluies insuffisantes. L'essentiel de l'électricité de la Zambie et de son voisin le Zimbabwe provient du barrage de Kariba, sur le fleuve Zambèze. Mais les faibles niveaux d'eau sont devenus la norme et les secteurs qui dépendent de l'hydroélectricité, notamment l'agriculture, en payent le prix.

Au Zimbabwe, les coupures d'électricité durent jusqu'à 48 heures. Le pays a besoin d'environ

2 000 MW d'électricité par jour, mais il ne peut en produire que 900. Pour les populations rurales, la pauvreté énergétique est la norme. La difficulté consiste à augmenter la sécurité énergétique sans avoir recours aux énergies fossiles, qui sont non seulement polluantes, mais qui sont aussi sujettes à la volatilité des prix. Une flambée des prix du gazole, par exemple, aura un effet boule de neige sur toute la chaîne alimentaire, du coût de la production aux prix imposés au consommateur final.

### Comment accroître la production ?

Les pénuries d'énergie affectent également les populations rurales de manières plus subtiles. « Le manque d'énergie pour la cuisine détermine le type de nourriture consommé », a dit à IRIN Patrick Rader, expert en sécurité alimentaire basé en Ouganda et travaillant pour Chemonics, une société de développement international.

De nombreuses mesures alternatives plus durables existent, comme les poêles écologiques et les systèmes de captage des eaux de pluie. Mais elles ne sont souvent adoptées qu'à petite échelle et financées par des organisations non gouvernementales plutôt que dans le cadre d'une stratégie d'adaptation pour améliorer la résilience au changement climatique.

Dans le cadre du Sommet sur le changement climatique qui a lieu à Paris, les pays africains demandent que les pays industrialisés s'engagent à soutenir un modèle de développement sobre en carbone et résilient face aux changements climatiques. Ils souhaitent également que l'accent soit mis bien davantage sur le financement des programmes d'adaptation, élément clé de la lutte contre le changement climatique qui, jusqu'à présent, manque cruellement de fonds.

## Billet philosophique

# Quel sens donner à la politique ?

**Nous le répétons : il vaut mieux ne pas confondre la philosophie avec la politique politicienne, électoraliste et autre... En même temps, dans la suite de nos réflexions de vendredi dernier, nous pouvons continuer à nous poser des questions sur le sens à donner à la politique et donc à nos actions citoyennes sur la gestion de notre société.**



Les crédits pour construire les logements vont baisser, mais les deux listes du second tour des régionales n'en parlent pas.

Ces réflexions sont d'autant plus importantes que l'actualité vient à nouveau d'illustrer la gravité des problèmes dans le monde, en Europe, en France, dans notre région de l'Indianocéanie et à La Réunion. On peut évoquer par exemple les graves problèmes sociaux (malnutrition, misère, inégalités...), les conséquences de la mondialisation du système économique capitaliste, les effets du réchauffement climatique, les affrontements militaires, les montées des partis néo-fascistes etc...

Face aux inquiétudes et indignations que peuvent susciter ces phénomènes préoccupants, que font la plupart des responsables politiques pour aider les citoyens à prendre conscience de la gravité de ces problèmes et de l'ampleur des changements de politique à apporter ? Et que font-ils concrètement pour aller

dans ce sens ?

### «Une démocratie aux abois»

D'où ces réflexions réunionnaises évoquées lundi dernier par l'Association Initiatives Dionysiennes (AID) lors de sa rencontre sur le bilan de l'année 2015 : «Quand donc nos politiques comprendront-ils qu'ils ne font pas de bien à notre planète à long terme, au prétexte de faire du bien (et encore !) à quelques-uns, dans une ambiance clientéliste, à court terme ? Ces politiques court-termistes sont l'apanage d'une démocratie aux abois, car la visée électorale, pour un gouvernant, est la seule cible à atteindre pour conserver son poste

rémunérateur».

Autres réflexions réunionnaises à ce sujet : celles exprimées ce mercredi par le Conseil politique du Parti Communiste Réunionnais au sujet du second tour des élections régionales. Elles concernent les échéances essentielles des six ans à venir comme le changement de statut du pays, la ruine des planteurs, la baisse des crédits pour les logements, la ruine de notre production et de nos emplois avec les accords entre les pays voisins et l'Union européenne.

### «Pour une nouvelle politique»

À ce propos, le PCR souligne que les dirigeants des deux listes de candidats à ce scrutin de dimanche prochain «n'apportent aucune réponse à ces questions fondamentales»; «pas un mot sur le changement de statut, la filière canne-sucre, la défiscalisation, la ruine de l'industrie et des agriculteurs». Une posture qui est dans la logique de leur collaboration avec les néo-colonialistes au profit des classes dominantes par la division des Réunionnais.

Voilà pourquoi, lors de sa "Marche pour le climat" le 29 novembre à Sainte-Marie, AID a lancé cet appel : «Alon mèt la min ansanm pou déside le sanzeman ! Nou toute dan linité, nou gagn fé bouz bann moun la politik !». Et dans ses 25 propositions "Pour une nouvelle politique à La Réunion", le PCR lance un appel dans le même sens pour donner du sens à la politique: «Face à la crise que connaît La Réunion aujourd'hui, face aux nouveaux défis du 21ème siècle, rassemblons-nous pour une nouvelle politique, comme l'ont fait les Réunionnais(es) en 1945 autour de Raymond Vergès et Léon de Lépervanche pour sortir La Réunion de la misère».

**Roger Orlu**

# Oté

## Ni pou inn, ni pou l'ot : lé domaz mé pou dimansh i sar konmsa

*Dimansh k'i vien i arvote pou dézyèm tour. Konm d'abitid nana zéléktèr va voté, nana sak i vot ar pa, nana sak va vote blan. Pou kosa ? Pars nana sak i trouv sak zot i rod dann in lis kandida, épi nana sak I trouv pa sak zot I rode shé lé z'inn épi shé lé z'ot.*

*Bann sak i vé bate karé, zot va trouv z'ot bonèr. La i sa voyazé la ! Nana sak i rod arienk bat karé dann z'ot l'oto zot osi va trouv z'ot bonèr. La I sava fé lo tout otomobil la ! Nana sak i konfonn problèm la vi avèk problèm loizir, zot i sava ète sèrvi. Lo konsèy i amiz total kapital é li mèm pou komansé ! Zot i voi la vi, kisoï an blé, kisoï an roz, kisoï an miltikolor, mé selon zot, l'avnir lé klèr pou zot.*

*Mé konm di lo kont sak i oi arienk gro-gro niyaz noir dsi l'orizon é i vé oir dispèrs so bann niyaz-la, é klèrsi in pé lo syèl nout péi, koman zot i oi lo votaz pou dimansh ? Plantèr, koman ti oi ton domin. Viktime la rouvèrtir bann marshé, koman ti oi ton domin ? Moun na poin la kaz, koman ti sava trouv in toi pou an paré ? Shomèr, ti pans vréman domin na in travay pou toué ? Lo loi pou l'égalité réèl si bann z'élu i mouye pa z'ot mayo ébin kosa gouvèrnman i sa mète la-dan ? la poverété, koman i règ sa ? L'ilétris, kosa i fé èk sa ? Réshofman klimatik, koman ni anpar ?*

*Mi èmré pou lo votaz dimansh kélk'in i réponn mon késtyon : rant lé dé, nana inn lé kapab fèr avans la solisyon nout bann problèm ? Plis ké l'ot si oui mi vote pou li, mé moin na doutans. Donk in késtyon sibzidyèr : nana inn, rant lé dé, lé moin danzéré ké l'ot pou nout l'avnir ? Si oui mi vot pou lo moin danzéré, mé si lé dé lé galman danzéré pou kisa mi vote ?*

*Mi rod mé mi trouv pa donk mi vote ni pou inn, ni pou l'ot. Lé domaz dir sa, mé pou dimansh sar konmsa.*

**Justin**

**« Sak i bate di bèr, i lish son doi ! » - In kozman pou la rout**

Sans prop la pa difisil pou konprann. Mi sipoz la pa bézoin mi fé in désin ! Mé sans figiré ? M'a dir azot, moin la antann sa, promyé kou, dann boutik shinoï mon kartyé d'nésans. In ga té i apèl Trankilin, mé té pa trankil ditou, l'aprè partaz kart solman na inn dan la bann la débisk ali. La di ali, li zoué volèr. Sé la ké lo boug la arvir pou li lo kozman an-o la. Sa i vé dir si, dann in biznès, ou i s'anmèl dé tout ou lé bien plasé pou défann out z'intéré. Ou i pé gingn in bon par, pétète mèm pliské out par. Kosa zot i anpans ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir ké, rant-rant, ni pé z'ète tazantan, dakor rantre nou